

Synthèse de la présidence de la Conférence ministérielle de la TICAD sur l'Energie et l'Environnement pour le développement durable

le 23 mars 2007

A. Introduction

1. La Conférence ministérielle de la TICAD (Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) sur l'Energie et l'Environnement pour le Développement durable s'est tenue les 22 et 23 mars 2007 à Nairobi au Kenya. Cette Conférence était co-organisée par le Gouvernement du Japon, le Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique des Nations Unies (UN-OSAA), la Coalition globale pour l'Afrique (GCA), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque mondiale, en partenariat avec le Gouvernement du Kenya et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). La Conférence avait pour objectif de faire partager les expériences et les leçons apprises en Afrique et dans d'autres régions et faire des propositions et des recommandations pour aborder de manière efficace les questions clés de l'énergie et de l'environnement dans le contexte du développement durable. La Conférence a réuni plus de 500 participants d'environ 80 pays ainsi que des délégués d'environ 30 organisations internationales et régionales et environ 30 organisations non gouvernementales ou issues de la société civile et du secteur privé. S. E. M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya, a officiellement ouvert les débats avec un discours programme. La Conférence a été présidée par M. Takeshi Iwaya, Ministre délégué des Affaires étrangères du Japon.

B. Situation actuelle et Questions de l'Energie et de l'Environnement dans le contexte du Développement durable en Afrique

2. Nombreux pays africains font face au cercle vicieux de la dégradation de l'environnement, du manque d'énergie et de ses difficultés d'accès, et de l'aggravation de la pauvreté. Nous, les participants à la Conférence, avons réaffirmé l'importance de prendre en compte le lien croisé entre les questions d'énergie et d'environnement et les autres Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), y compris l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, l'assurance de l'éducation primaire pour tous, l'amélioration de la santé maternelle et la promotion de l'égalité des sexes. Nous avons également convenu que, si aucune action nationale et internationale urgente n'est menée, la dégradation environnementale et les crises énergétiques seront un obstacle aux OMD. Dans ce contexte, placer ces questions au coeur des stratégies de réduction de la pauvreté est une condition indispensable (à défaut d'être suffisante) pour le développement durable.

3. Lors de cette Conférence sur les questions d'Energie et d'Environnement dans le contexte du Développement durable en Afrique qui nécessite de multiples efforts intégrés, nous avons partagé les résultats des discussions les plus récentes dans les forums internationaux, y compris la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMEA), le Forum des Ministres africains de l'Energie (FEMA) et la Commission du développement durable des Nations Unies (UNCSD). En s'appuyant sur les résultats et les constatations obtenus à travers les efforts des pays africains eux-mêmes et les partenaires pour le développement, nous avons discuté des mesures pour aller de l'avant

sur la base des trois perspectives suivantes : « l'Appropriation », « la Promotion de la Coopération Régionale » et « l'Approfondissement du Partenariat ». Ces trois perspectives sont étroitement liées entre elles et, au cours de nos discussions de chaque session, nous avons toujours gardé à l'esprit le besoin de parler de tous ces sujets d'une manière compréhensive et bien coordonnée.

C. Perspectives clés concernant les questions d'énergie et d'environnement pour le développement durable en Afrique

4. A la suite des résultats de nos discussions, un consensus général est apparu sur les points suivants :

(1) L'Appropriation : basée sur la Communauté ("du bas vers le haut") et le niveau national ("du haut vers le bas")

(a) Alors que les objectifs et buts globaux concernant l'énergie et l'environnement sont largement similaires dans la plupart des pays, l'Afrique est trop diversifiée sur les plans écologique et social pour être traitée comme une seule entité lorsque l'on hiérarchise les actions dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Il est demandé à chaque pays africain d'élaborer ses propres objectifs qui seront adaptés aux besoins spécifiques de sa situation, y compris les besoins particuliers dans les situations de post-conflits.

(b) L'appropriation de différentes manières est requise. Il est primordial pour un gouvernement africain d'intégrer les questions d'énergie et d'environnement dans ses programmes nationaux de développement économique et de stratégies de réduction de la pauvreté. Fondés sur l'appropriation, les engagements régionaux/internationaux pour une action urgente deviennent une réalité.

(c) Il est également important à la fois d'éveiller les consciences au niveau des communautés et de mettre en place un environnement favorable et efficace de moyens humains institutionnels pour le développement économique durable et équitable qui tiennent compte des questions d'énergie et de développement. La décentralisation et le développement dirigé par les communautés devraient être encouragés dans ce processus. En d'autres termes, il est nécessaire d'avoir une double approche de l'appropriation nationale : du bas vers le haut et du haut vers le bas et l'habilitation de la population à différents niveaux, y compris les femmes et les jeunes gens, est vitale. Etant donné ces différentes étapes, les besoins en aides financières et techniques ont été fortement exprimés par les représentants africains.

(2) La Promotion de la Coopération Régionale

(a) L'Afrique est une mosaïque riche d'écosystèmes dotée d'un immense potentiel de sources énergétiques. Les marchés énergétiques en Afrique sont petits et fragmentés et les ressources en eau et les écosystèmes sont transfrontaliers. Aussi, une stratégie régionale intégrée, bénéficiant des « économies d'échelle », est apparue comme essentielle, comme il est clairement expliqué dans les Plans d'Action du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), laquelle doit être mis en place par les Communautés Economiques Régionales (RECs) et les Etats membres.

(b) Il est très utile de puiser dans l'expérience de l'Asie, tel que dans le très grand Programme de Coopération Economique subrégional pour le Mékong, tout en apprenant

des meilleurs cas pratiques en Afrique – par exemple le livre blanc de la CEDEAO, le Pool d'énergie de l'Afrique Centrale et du Sud, ou la gestion en coopération du Lac Chad ou du Lac Victoria.

(c) Le défi actuel de ces régions est de traduire le consensus politique national et régional en programmes d'investissements. Les approches novatrices devraient être encouragées pour satisfaire les demandes énergétiques des populations rurales, péri-urbaines et urbaines. L'importance de l'aide apportée par les donateurs, les organisations internationales et les institutions financières telles l'AfDB, a été soulignée.

(3) L'Approfondissement du partenariat : Public et Privé

(a) Si l'on considère les énormes défis dans les domaines de l'énergie et de l'environnement en Afrique, il est vital d'approfondir le partenariat avec les différents acteurs concernés afin d'optimiser l'exploitation des ressources disponibles qui inclurait l'alignement et l'harmonisation des aides des donateurs. La Promotion du Partenariat Public-Privé (PPP) est aussi très importante car elle en élargit les bases au-delà de l'aide financière officielle.

(b) Avec le gros potentiel énergétique et environnemental du continent africain, les perspectives des efforts des sociétés privées à responsabilité sociale et les perspectives d'affaires sont toutes les deux importantes, tandis qu'il est aussi important pour les gouvernements de connaître les contributions du secteur privé et de créer un cadre d'aide c'est-à-dire les conditions d'une bonne gouvernance.

(c) Concernant l'opportunité commerciale, le développement des énergies propres représente un gros potentiel pour le secteur privé et notamment de nouvelles opportunités dans les systèmes d'énergie communautaire et hors réseaux, dans les secteurs tels que le bio carburant, les nouveaux produits d'éclairage hors réseaux à faible coût et dans d'autres secteurs. Le savoir-faire et l'ingéniosité technique du secteur privé sont vitaux.

D. Conclusion et perspectives d'avenir

5. Sur la base de ces deux journées de discussions, nous avons trouvé qu'en évoquant les questions d'énergie et d'environnement dans le contexte du développement durable pour l'Afrique, les trois principes de « l'Appropriation », « la Promotion de la Coopération Régionale » et « l'Approfondissement du Partenariat » sont cruciaux. En évoquant ces questions, nous avons également réaffirmé le rôle de la société civile à partir des contributions précieuses du « Dialogue de la Société Civile » au sein duquel les participants ont discuté de la manière d'aborder ces questions du point de vue des plus démunis.

6. Nous avons également partagé le même avis sur le fait qu'il est urgent pour les pays africains et la Communauté internationale, dans leur ensemble, sur la base d'un nouvel engagement politique, de redoubler d'efforts sur les questions d'énergie et d'environnement, de manière intégrée, en partant du principe de Sécurité Humaine et en se rattachant aux autres Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs), incluant ceux relatifs à la pauvreté, à l'égalité des sexes, à l'éducation et à la santé.

7. Il en est également ressorti que le continent africain est particulièrement vulnérable au changement climatique global et la manière d'aborder la question de l'adaptation sera l'un des défis majeurs pour le développement durable en Afrique.

8. La question de l'accès à l'énergie a été unanimement reconnue comme un défi majeur pour le développement de l'Afrique. De plus, le rôle et le grand potentiel des énergies renouvelables et de la technologie de l'économie d'énergie ont été reconnus et soulignés dans les trois aspects suivants :

- Accès étendu et options décentralisées ;
- Partenariats publics et privés stimulés ; et
- Caractéristiques du respect de l'environnement

9. Etant donné la complexité et la multiplicité des questions concernant l'énergie et l'environnement dans le contexte du développement durable en Afrique, nous avons trouvé qu'il est particulièrement important de partager les leçons du passé et les expériences en cours dans les pays africains et dans les autres régions, bien qu'il n'existe pas une seule et même solution pour tous les types de situations et que des stratégies modulables et des perspectives à long terme soient nécessaires pour faire face aux situations actuelles. Dans ce contexte, la promotion de la coopération sud-sud, en particulier la coopération Asie-Afrique, dans le cadre de la TICAD, sera poursuivie sur la base de l'initiative du Japon afin de partager les expériences de l'Asie avec les pays africains. Le Japon lui-même a une riche expérience qui peut servir de référence à l'Afrique, y compris dans les défis rencontrés comme la pollution industrielle.

10. Le grand intérêt de cette Conférence fut le fait que de nombreux Ministres africains responsables des questions de développement et des Affaires étrangères, en plus des participants tels que les Ministres dotés d'une grande expertise dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, se sont rassemblés pour réfléchir à ces questions imminentes, liées entre elles et d'une grande importance pour le développement durable en Afrique.

11. A partir des conclusions de la Conférence, nous sommes déterminés à mettre en pratique les résultats de cette Conférence dans chaque domaine relevant de nos responsabilités et contribuer à la formulation de politiques pour le développement durable partout où cela sera approprié. Dans ce contexte, les co-organisateur de la TICAD ont confirmé qu'ils veilleraient à ce que les résultats de cette Conférence soient repris en intégralité dans le processus de préparation de la prochaine TICAD IV qui se tiendra avant le G8 au Japon en 2008. Nous espérons également que les recommandations d'aujourd'hui alimenteront les discussions des conférences à venir y compris les réunions des Ministres en charge du développement du G8 et les Ministres africains du Forum de l'Energie, et la discussion UNCSD-15.